

DIRECTION
de la
COMPTABILITÉ PUBLIQUE

BUREAU C 3

Numéros dans les séries spéciales :
119 TM

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n°	du
n°	du
n°	du
n°	du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction

n°	du
----------	----------

RÉMUNÉRATION DES MÉDECINS
MEMBRES DES COMITÉS MÉDICAUX DÉPARTEMENTAUX
ET DES COMMISSIONS DE RÉFORME

FRAIS DE FONCTIONNEMENT DE CES ORGANISMES

Par circulaire n° 10.244 du 6 juin 1958, dont le texte est reproduit ci-après en annexe, le Ministre a fait connaître aux Préfets les nouvelles modalités suivant lesquelles doivent être payés, d'une part, les honoraires dus aux médecins spécialistes, membres des Comités médicaux départementaux et des Commissions de réforme instituées par le décret n° 49-365 du 17 mars 1949, et d'autre part, les frais de fonctionnement de ces organismes.

Cette circulaire rappelle la réglementation applicable en la matière et informe les Préfets qu'ils devront, à l'avenir, procéder directement, dans la limite des crédits qui leur seront délégués, à la liquidation et au mandatement des dépenses de l'espèce, remarque étant faite que la régularité de la liquidation n'est plus contrôlée par la Direction du Personnel et du Matériel du Département.

Dès lors le seul contrôle qui sera désormais effectué sur la rémunération des médecins membres des comités médicaux départementaux et des Commissions de réforme, ainsi que sur les frais de fonctionnement de ces organismes, résultera de celui exercé par les Comptables assignataires.

Aussi les Comptables sont invités, comme l'a demandé expressément le Directeur du Personnel et du Matériel, à veiller d'une façon stricte à l'application des instructions contenues dans la circulaire susvisée du 6 juin 1958.

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique,

Le Sous-Directeur :
Jacques HIRSCH.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION :

RGS	PGS	TPG	DOM	TGA
-----	-----	-----	-----	-----

MINISTÈRE DES FINANCES

Direction
du Personnel et du Matériel

Bureau P/3
N° 10.244
Poste 726

ANNEXE

à l'Instruction n° 58-138-B1
du 15 juillet 1958.

Paris, le 6 juin 1958.

LE MINISTRE DES FINANCES
A MESSIEURS LES PRÉFETS

**OBJET : RÉMUNÉRATION DES MÉDECINS
MEMBRES DES COMITÉS MÉDICAUX DÉPARTEMENTAUX
ET DES COMMISSIONS DE RÉFORME**

RÉFÉRENCE : Mes circulaires n°s 10.666, 10.693, 10.779 des 2, 26 juillet et 24 août 1948, et 10.264 G du 5 mai 1954.

Par mes circulaires citées en référence, je vous ai donné toutes instructions utiles concernant le remboursement des honoraires dus aux médecins spécialistes et le règlement des frais de fonctionnement des Comités médicaux départementaux et des Commissions de réforme instituées par le décret n° 49-365 du 17 mars 1949.

Il m'apparaît actuellement nécessaire d'apporter quelques modifications aux procédures de règlement susvisées afin de rendre plus rapide le paiement des honoraires dus aux praticiens.

La présente circulaire tend en conséquence :

- 1° A rappeler la réglementation qui demeure applicable en la matière ;
- 2° A fixer dans quelles conditions vous devrez désormais procéder aux règlements desdits honoraires.

I. — Rappel de la réglementation en vigueur.

En application de l'article 35 du décret du 5 août 1947, les honoraires et les autres frais médicaux résultant des examens de candidats aux emplois publics de l'Etat, des contre-visites de fonctionnaires sollicitant un congé de maladie, d'une demande de congé de longue durée ou de réintégration (articles 10, 13, 15, 24, 29 du décret), et éventuellement les frais de transport du malade examiné en vue de l'attribution d'un congé de longue durée, sont à la charge de l'Administration qui procède au recrutement de nouveaux agents ou dont relève le malade.

En conséquence, doivent être supportées par le Ministère dont dépendent les malades examinés ou les emplois postulés, outre les frais de transport du malade sollicitant l'attribution d'un congé de longue durée, les indemnités correspondant aux actes médicaux suivants :

- 1° Visite des candidats à un emploi public (article 10 du décret du 5 août 1947);
- 2° Contre-visite pour l'octroi ou le renouvellement d'un congé de maladie (article 13);
- 3° Contre-visite pour l'obtention d'un congé de longue durée (article 15);
- 4° Réintégration des fonctionnaires après un congé de longue durée (article 24);
- 5° Visite de contrôle (article 29);
- 6° Expertise effectuée à la demande du comité médical ou de la commission de réforme.

En revanche, sont imputées au budget du Ministère des Finances les dépenses suivantes :

- 1° Toutes les visites médicales sans distinction, dès qu'il s'agit de fonctionnaires ou de candidats à un emploi relevant du Ministère des Finances;
- 2° Les frais de fonctionnement des Comités médicaux départementaux et des Commissions de réforme.

Par frais de fonctionnement, il faut entendre uniquement :

- a) Les indemnités des médecins membres réguliers de ces Comités.

Il est toutefois précisé que les Directeurs départementaux de la Santé appelés, dans l'exercice normal de leurs fonctions, à participer aux travaux des Comités médicaux départementaux ou des commissions de réforme ne peuvent recevoir de ce chef des indemnités supplémentaires;

- b) Les frais de correspondance;
- c) Les menues dépenses de bureau, à savoir les frais d'achats d'imprimés ou de fournitures nécessaires au fonctionnement des Comités médicaux départementaux et des Commissions de réforme à l'exclusion des objets de caractère mobilier (classieurs, tables, chaises, etc.) qui doivent être pris en charge par les Préfectures.

Les honoraires sont calculés par référence aux tarifs de responsabilité à 100 % des Caisses de Sécurité Sociale, homologués ou fixés par la Commission Nationale des Tarifs et aux barèmes figurant à la nomenclature générale des actes professionnels établis par le Ministre de la Santé Publique et de la Population et le Ministre du Travail et de la Sécurité Sociale.

Les tarifs applicables sont ceux en vigueur dans le département ou éventuellement la zone du département où s'accomplit l'acte médical.

En toute hypothèse les conditions de rémunération des médecins visés ci-dessus sont soumises aux dispositions de l'arrêté interministériel du 30 avril 1948, ce qui exclut des présentes dispositions les visites ou examens effectués au cours de vacances normales et à la demande de l'Administration par les médecins qui sont attachés de façon permanente à celle-ci et perçoivent à ce titre une rémunération forfaitaire.

Enfin, ainsi que l'un de mes prédécesseurs a été appelé à le préciser par la circulaire n° 10.264 G du 5 mai 1954, citée en référence, les médecins assermentés ou les spécialistes agréés qui utilisent leur voiture personnelle pour aller examiner un malade ou pour se rendre aux séances du Comité médical départemental, ne peuvent prétendre, en raison du caractère occasionnel de ces déplacements, qu'aux indemnités kilométriques aux taux prévus pour les agents de l'État classés dans le groupe B prévu par l'article 28 du décret n° 53-511 du 21 mai 1953 sur le régime général des frais de déplacement.

II. — Procédure.

Les mémoires des médecins doivent être établis en double exemplaire et sous forme d'états liquidatifs. Ces pièces doivent porter le nom, le grade des personnes visitées, la date de l'examen et être conformes aux tarifs déterminés comme ci-dessus.

Avec leurs pièces justificatives, les relevés d'honoraires sont adressés au Service qui a provoqué l'examen médical afin d'y être revêtus de la mention attestant la réalité du service fait, et celui-ci les adresse au Préfet du département de résidence du praticien à rémunérer.

A ce moment, il vous appartiendra de procéder directement, dans la limite des crédits délégués mis à votre disposition, et sans avoir à m'adresser au préalable une copie des pièces de dépenses, à la liquidation et au mandatement des honoraires des médecins spécialistes ainsi qu'au règlement des frais de fonctionnement des Comités médicaux départementaux et des Commissions de réforme.

La vérification de la régularité de ces dépenses ne sera plus en effet effectuée par mes Services, lors des demandes de délégation de crédits, mais par le Trésorier-Payeur Général de votre département auquel sont adressées des instructions en l'objet. Aussi conviendra-t-il que les pièces de dépenses que vous adresserez au comptable assignataire soient établies avec le plus grand soin et, en toute hypothèse, selon les tarifs précités.

Pour l'application de cette nouvelle procédure, vous devrez en outre m'indiquer trimestriellement, d'une part, le montant des mandats émis pour le trimestre précédent au titre des articles 1 et 2 du chapitre 37-91 « Rémunération des médecins membres des Commissions de réforme instituées par la loi du 14 avril 1924 et des médecins phthisiologues, cancérologues et psychiatres - Frais de fonctionnement des Comités médicaux départementaux » du budget des charges communes, d'autre part, le montant des crédits délégués qui vous seront nécessaires pour faire face aux mêmes besoins au cours du trimestre suivant.

Ces demandes devront me parvenir, sous le timbre de la présente note, avant les 10 avril, 10 juillet, 10 octobre et 1^{er} janvier de chaque année.

* * *

A titre transitoire, pour le troisième trimestre 1958, un crédit calculé forfaitairement vous sera délégué sans que vous ayez à m'adresser une demande particulière. Vous devrez ensuite me faire connaître, avant le 10 octobre prochain, le montant des mandats que vous avez émis sur le chapitre 37-91 depuis le 1^{er} janvier 1958, ainsi que le montant des crédits délégués qui vous seront nécessaires pour le quatrième trimestre 1958.

J'insiste tout particulièrement pour que vous veilliez à la stricte application des instructions précitées et surtout au fait que les demandes de crédits que vous m'adresserez trimestriellement correspondent aussi exactement que possible à vos besoins réels.

Dans l'hypothèse où l'application de ces prescriptions vous paraîtrait soulever des difficultés particulières, je vous serais obligé de bien vouloir m'en faire part sous le timbre de la présente circulaire.

Pour le Ministre et par délégation,
Le Directeur du Personnel et du Matériel :
Y. MALECOT.

DIFFUSION
G